

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Janvier 2007 : n° 46

Editorial

L'heure de vérité

Quelle influence le message gaulliste peut-il avoir sur les prochaines élections présidentielles ? Il est important de chercher à l'évaluer alors que commence à s'engager le débat qui devrait déterminer le destin de la France pour les prochaines années.

Certains nous disent qu'il faut «laisser tranquille le général de Gaulle» dans nos controverses du moment. Ils n'ont pas tort dans la mesure où tout essai de récupération politique de l'œuvre du libérateur de la patrie et du renouvreur de la République n'est pas, en effet, digne de son grand souvenir. Mais il serait injuste d'en conclure que son héritage devra être écarté de nos choix d'aujourd'hui et de demain.

A vrai dire, il serait difficile qu'il en fût ainsi, alors que l'opinion publique, inquiète des drames internationaux qui s'accumulent, troublée par une situation intérieure souvent insaisissable, recherche, consciemment ou non, une référence solide pour incarner ses espérances. En outre, cette quête se trouve maintenant facilitée par les travaux scientifiques, dictionnaires et colloques qui se sont multipliés depuis plusieurs années sur la mémoire gaullienne, en faisant ressortir avec plus d'équité la véritable stature du Général, tandis qu'achevaient de dis-

paraître les blessures provoquées par trente ans de confrontations et de combats.

Allons plus loin : peut-on définir les contours de ce message, qui reste pour nous irremplaçable, et incontournable ?

Nous le croyons, à condition de donner la parole à de Gaulle lui-même, puisqu'au soir de ses principats, le 9 septembre 1968, il a rappelé à grands traits le contenu – principes et méthode – de l'élan qu'il avait donné et qu'il faudrait continuer à donner au pays. C'est lui, et lui seul, qu'il faut suivre, sans nous égarer dans les manœuvres de clans désireux d'utiliser les recettes d'un «gaullisme» rétréci à leur mesure, sans être dupe des postures avantageuses prises par quelques-uns pour se couler dans un habit trop large pour eux, sans avaliser les contre-sens de ceux qui s'efforcent encore de réduire notre projet à un archaïsme conservateur ou à un «souverainisme»

réducteur.

L'heure de vérité est maintenant arrivée, qui sonne le glas des fantasmes et des faux-semblants. La fidélité, la vraie, nous attend, elle inspirera notre choix du 22 avril.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“

*Il est bien vrai qu'aucun déploiement de puissance
ne saurait rétablir la paix, là où elle a disparu.*

Général de Gaulle, 1er janvier 1966.

”

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Jacques Soustelle, qui devait s'opposer si violemment au général de Gaulle à la fin de la guerre d'Algérie, avait été en 1940 un de ses premiers et plus remarquables compagnons. Mieux que tout autre, il exprima en 1947 l'espérance des Français Libres, réunis le 11 novembre 1942 à l'Albert Hall de Londres – alors que les Américains et les Anglais étaient en train de traiter à Alger avec Darlan – pour écouter le Général.

«Un seul combat pour une seule patrie !»

La foule, tout entière dressée, enivrée de ses propres acclamations et de sa Marseillaise, tournée avec ferveur vers celui dont la haute silhouette semblait se confondre avec le tronc vertical de la Croix de Lorraine, cette foule tout à l'heure hésitante,

morose et angoissée venait de changer d'âme. Nous savions tous que la lutte à venir serait longue, douloureuse, que le doute reparaitrait pour assaillir nos esprits, que la fatigue, le découragement, pourraient encore nous étreindre. Mais au-dessus de tout, l'homme qui nous parlait avec tant de force, de simplicité, et de foi, sans gestes pathétiques ni intonations étudiées, cet homme nous avait communiqué sa certitude. Tel un plongeur qui émerge d'abîmes auxquels il vient d'arracher une perle rayonnante, il nous semblait surgir des profondeurs de la substance française comme le seul interprète digne de faire entendre devant nous la voix même du pays. Tandis qu'à regret nous sortions dans l'obscurité, repris par le brouillard du 11 novembre, chacun de nous se disait dans son cœur :

«Qu'importe tout le reste ! De Gaulle est là».

Envers et contre tout,
tome I, Paris, Robert Laffont, 1947,
p. 469-470

POINT DE VUE

Point de vue

La dissuasion nucléaire est-elle toujours nécessaire ? C'est ce que pense M. Pierre Pascallon, qui résume ses arguments dans le texte qu'il a bien voulu nous confier. Agrégé de Sciences économiques, longtemps professeur d'Université, président du Club Participation et Progrès, M. Pascallon a été député du Puy-de-Dôme, Conseiller général et régional. Il est actuellement maire d'Issoire.

On sait que dans les décennies d'après-guerre – décennies 60-70 –, la dissuasion nucléaire est devenue la clef de voûte de notre défense nationale. Mais nous avons eu, depuis les années 90, des modifications de l'environnement international telles que, pour certains, notre dissuasion nucléaire n'est plus pertinente et qu'il faut donc désormais l'abandonner.

Ainsi en va-t-il, en particulier, pour nombre d'observateurs, suite à l'irruption sur la scène internationale de l'hyperterrorisme, avec les attentats du 11 septembre 2001. En

effet, avec ces attaques apocalyptiques du 11 septembre 2001, mais aussi celles de Bali, Casablanca, Istambul, Madrid et Londres, le terrorisme fondamentaliste transnational a fait son entrée comme «acteur» majeur venant déjouer les règles traditionnelles du modèle de relations «symétriques», pour nous faire entrer dans le nouveau monde de l'«asymétrie». Or, dans ce nouveau cadre, l'arme nucléaire, la dissuasion nucléaire, ne sont à leurs yeux que de peu d'utilité, pour ne pas dire d'aucune utilité. Comment brandir l'arme nucléaire contre une nébuleuse d'entités infra-étatiques sans territoire, diffuse et protéiforme ?

Bref, soutiennent ces observateurs, il y a bien, avec le terrorisme international, «délégitimation» croissante de la dissuasion nucléaire ; l'arme nucléaire est obsolète, vidée de son sens. Il faut l'abandonner pour de bon.

Il est vrai que ce type de menaces n'est pas «dissuadable» ou peu «dissuadable». Mais la menace terroriste ne s'est pas **substituée** aux menaces stratégiques de nature étatique qui demeurent et qui restent bien toujours «dissuadables».

On sait que, là aussi, suite aux bouleversements géostratégiques des années 89-91, nombre de spécialistes des problèmes de défense en vinrent à soutenir que notre dissuasion nucléaire était désormais «ringarde». Ils crurent, en effet, possible de soutenir que la dissuasion nucléaire est apparue avec la guerre froide ; mieux, à leurs yeux, le nucléaire est identifié à l'affrontement de la guerre froide, aux menaces de l'ordre bipolaire Est-Ouest. Avec la disparition de l'ordre bipolaire et de la guerre froide, il n'existe plus de menaces telles qu'elles justifieraient l'emploi de l'arme ultime qu'est l'arme nucléaire ou, plutôt, la menace de son emploi. L'existence de notre nation n'étant plus menacée, ni par un Etat, ni par un système, la dissuasion n'a plus de raison d'être. A preuve – ajoutent-ils –, les conflits récents de la décennie 90 et du début de la décennie 2000 qui ont été des conflits dénués de toute dimension nucléaire.

Reste pourtant – nous semble-t-il –, pour aujourd'hui et pour demain, la pers-

pective de menaces étatiques traditionnelles majeures qui demeurent susceptibles d'être «traitées» par la dissuasion nucléaire.

Et d'observer en ce sens que – face à ces menaces incertaines et imprévisibles de demain – aucune des grandes puissances actuelles n'envisage de se séparer complètement de son arsenal nucléaire ; mieux, toutes ces grandes puissances – selon des modalités variées (Washington, Moscou...) continuent à le moderniser ; et d'observer pareillement – dans le même sens – que toutes les puissances «émergentes», à vocation régionale voire mondiale, cherchent à se doter de l'arme nucléaire : la «marche» vers le nucléaire, mieux la «course» au nucléaire se poursuit, voire s'amplifie.

En effet, tant que le monde restera dangereux – et il y a bien, malheureusement, constance, permanence des affrontements, des luttes et des conflits : «Les conflits sont le monde»¹ – ; tant que, dans ce contexte, l'arme nucléaire apparaîtra comme le système d'armes supérieur à tous les autres, le plus «efficace», si j'osais dire, en termes de capacité de destruction, mais aussi comme l'instrument de souveraineté et d'indépendance, de puissance et de pouvoir, il est exclu qu'un désarmement nucléaire généralisé puisse être réalisé. Et par là même, on peut avec quelque assurance soutenir que l'arme nucléaire, la dissuasion nucléaire, resteront donc, demain – même si leur légitimité ne paraît pas, ne paraît plus, à certains, aussi forte que par le passé – au cœur des relations internationales et conserveront leur fonction d'«ultima ratio». Et donc, comme l'a rappelé M. Jacques Chirac dans son allocution à Brest, le 19 janvier 2006 : «*face aux inquiétudes du présent et aux incertitudes du futur, la dissuasion nucléaire demeure la garantie fondamentale de notre sécurité*».

Pierre PASCALLON

¹ D. DAVID : «Le monde de l'après-guerre froide. Conflictualité, menaces et asymétrie», dans P. QUILES et A. NOVOSSELOFF (édité par) : *Face aux désordres du monde*, Edition Campoamor, 2005, p. 173.

DIALOGUES

Dialogues

1 *Estimez-vous que la candidature aux élections présidentielles de François Bayrou est de nature à intéresser les Gaullistes ?*

La Lettre d'Argos : Les gaullistes que nous sommes ne peuvent rester insensibles au discours que tient François Bayrou lorsqu'il tente de récuser l'enfermement de la vie politique française dans l'affrontement, bloc contre bloc, de la droite et de la gauche. Pour nous, on le sait, la France et les Français se situent très au-dessus des clivages partisans.

Cependant, l'analyse de M. Bayrou nous semble bien sommaire, dans la mesure où elle n'intègre pas la disposition constitutionnelle – nécessaire pour éviter les manœuvres de chantage – limitant à deux le nombre des candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle. Tout le problème étant alors que les deux camps sachent dépasser leurs limites pour représenter, aussi équitablement que possible, l'opinion du pays : la radicalité de ses imprécations permettra-t-elle à M. Bayrou de s'associer, le moment venu, à cette stratégie ?

Et surtout, nous ne pouvons oublier que M. Bayrou se situe ouvertement, dans la filiation

de Jean Lecanuet, dans le courant du fédéralisme européen. Il n'est pas nécessaire de le rappeler : nous n'avons jamais accepté et nous n'accepterons jamais ce choix qui engage le destin de la France dans une direction contraire à son histoire, à son indépendance, à sa dignité. Et qui interdit à M. Bayrou de se présenter aux suffrages des Français comme un candidat d'unité et de réconciliation nationales : n'est pas Henri IV qui veut !

2 *La délibération que vient d'adopter la Chambre des Communes canadienne reconnaissant que le Québec formait une nation vous semble-t-elle positive pour l'émancipation de la Province ?*

La Lettre d'Argos : Il s'agit, bien évidemment, d'une manœuvre politicienne destinée à vider de son contenu la revendication des Indépendantistes du Bloc québécois. Il est clair, en effet, que la résolution présentée par le Premier ministre, M. Harper, en précisant que cette reconnaissance se ferait «au sein d'un Canada uni», lui enlevait en même temps toute réalité concrète.

Cependant, dans la longue marche de nos frères du Québec vers la maîtrise de leur destin, cette initiative du pouvoir anglophone représente plus qu'un symbole : c'est l'aveu de l'échec enregistré par tous ceux qui, depuis tant d'années, ont cherché à nier la personnalité du Québec, la spécificité de sa culture, sa volonté de participer dans l'avenir, en toute souveraineté, à la vie internationale.

Aux Québécois, maintenant, de donner une réalité définitive à cette victoire d'étape en organisant et en gagnant le référendum populaire qui consacrera leur inéluctable indépendance.

Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

In memoriam

Nous avons appris avec peine la mort de Jean Mialet.

Officier, résistant, déporté dans des conditions particulièrement rigoureuses, il avait combattu avec ferveur pour la patrie. Conseiller à la Cour des Comptes, collaborateur de Jacques Foccart, il avait créé, à la fin de la guerre d'Algérie, le groupe «Rencontres» afin de faciliter le dialogue entre l'armée et les pouvoirs publics, au service de la nation.

Nous sommes fiers d'avoir été ses amis.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Janvier 2007, n° 6755